

CNAF Magazine

N°2



Minerais

Des minerais
concentrés
géographi-
quement qui
suscitent
l'appétit

La transition énergétique est-elle synonyme de transition géopolitique ?	3
Où se trouvent ces ressources ?	4
Un système-monde inchangé par la transition énergétique	7
Les acteurs du << système- monde de la consommation des ressources minérales .	8
Les Etats	8
Les alliances	9

Les organisations internationales	10
Les entreprises multinationales	11
Le système en action.....	12

Focus sur le lithium.....	6
La stratégie des << électro-états >>	14
Violences structurelles et violences physiques, quèsaco ?.....	15



Le premier numéro de ce « CAP magazine » sur les minerais se concentrait notamment sur la question de la « transition énergétique », qui ambitionne de ne plus faire dépendre nos économies des énergies fossiles (notamment à cause de leur poids dans le dérèglement du climat) et de les remplacer (de « transitionner ») par des sources d'énergie dites renouvelables.

Pourtant, cette « transition » répète et prolonge les logiques observées dans l'exploitation des énergies fossiles.

« la quantité limitée des ressources dont toutes les économies ont besoin entraîne un intérêt « stratégique » pour s'accaparer ces ressources »

En effet, afin d'exploiter ces énergies dites renouvelables, nous avons besoin de matériaux issus de ressources telles que le cuivre, le lithium, le nickel ou le cobalt. Comme pour les énergies fossiles, ces ressources minérales sont épuisables. La « transition énergétique » continue donc de s'appuyer sur la même contradiction fondamentale sur laquelle nous avons fait reposer nos économies ces dernières décennies : le postulat d'une croissance sans limite, qui repose nécessairement sur une augmentation parallèle de la consommation d'énergie pour

laquelle il nous faut exploiter des ressources qui sont, elles, limitées.

Ainsi, la quantité limitée des ressources dont toutes les économies ont besoin entraîne un intérêt « stratégique » pour s'accaparer ces ressources. Si la sécurisation de l'approvisionnement en énergies fossiles était (et reste) un enjeu majeur, celui-ci se multiplie aujourd'hui avec la nécessité d'un approvisionnement pérenne en ressources minérales nécessaires pour le fonctionnement de notre économie virtuelle et, plus encore, pour la transition énergétique.

Or, si le pétrole, le gaz ou l'uranium ne sont pas répartis de manière égale sur terre, c'est encore plus le cas pour les ressources

nécessaires à la « transition ». La plupart des pays qui voudront s'en approvisionner devront donc le faire à l'extérieur de leurs territoires. Un phénomène qui amplifie la pression (et donc la conflictualité) sur ces ressources, et la compétition qui entoure leur exploitation.

Où se trouvent ces ressources ? Qui sont ceux qui dépendent de leur importation ? Et comment s'y prennent-ils pour s'en approvisionner ? Nous tâcherons ici de répondre à ces questions, pour ensuite (dans le troisième numéro de ce CAP magazine) envisager comment les conséquences de leur consommation peuvent faire émerger la violence et nuire à la paix.



La transition énergétique est-elle synonyme de transition géopolitique ?

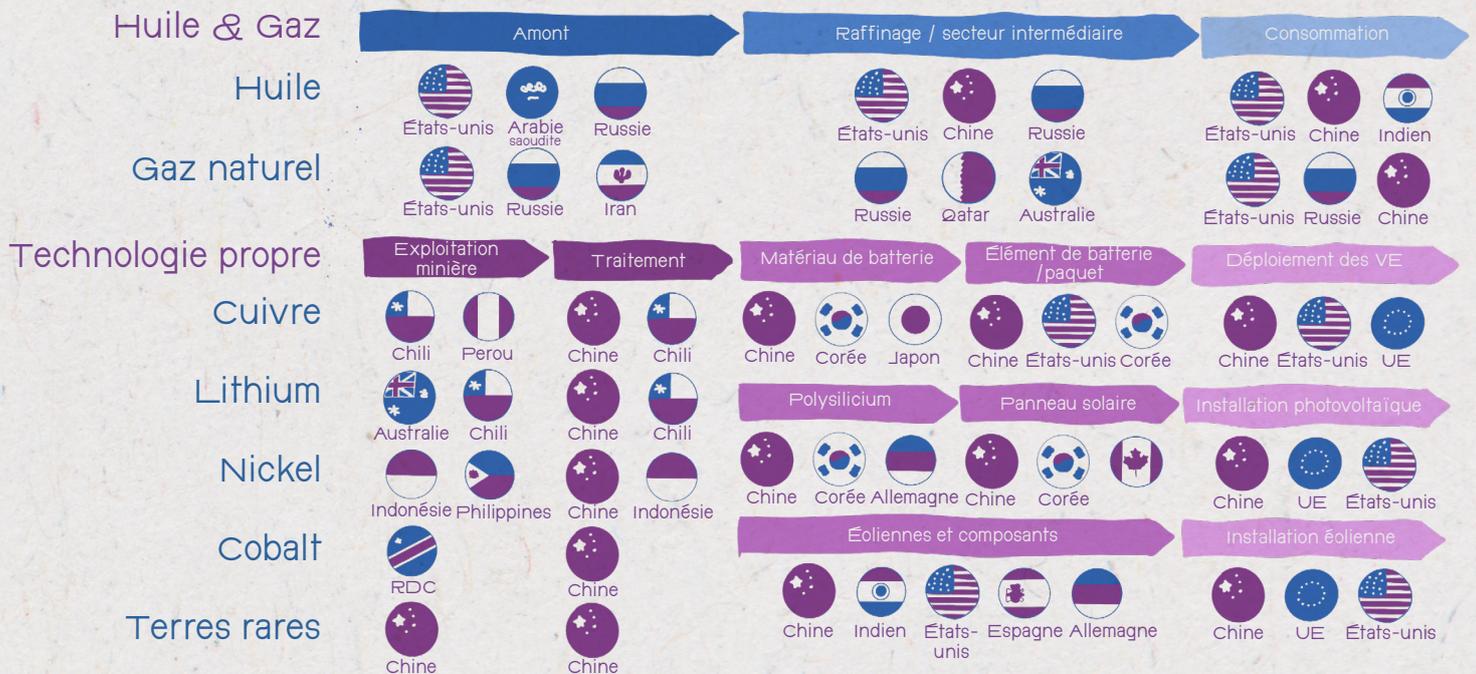
La série des « CAP magazines » sur les énergies nous montrent comment la répartition inégale des ressources énergétiques fossiles façonne la géopolitique qui les entoure et la nécessité de sécuriser leur approvisionnement pour celles et ceux qui en dépendent.

Si les ressources nécessaires à la « transition » ont comme point commun avec le pétrole ou le gaz d'être réparties inégalement sur Terre, elles le sont de manière très différente. Nous verrons donc dans ce numéro de quelles manières l'approvisionnement en ressources de transition

fait évoluer (ou pas) cette géopolitique et/ou la place qu'occupent les différents acteurs.

La transition vers un système énergétique propre met en jeu de nouveaux modèles de commerce, de nouveaux pays et de nouvelles considérations géopolitiques

Chaîne d'approvisionnement schématisée pour le pétrole, le gaz et certaines technologies propres



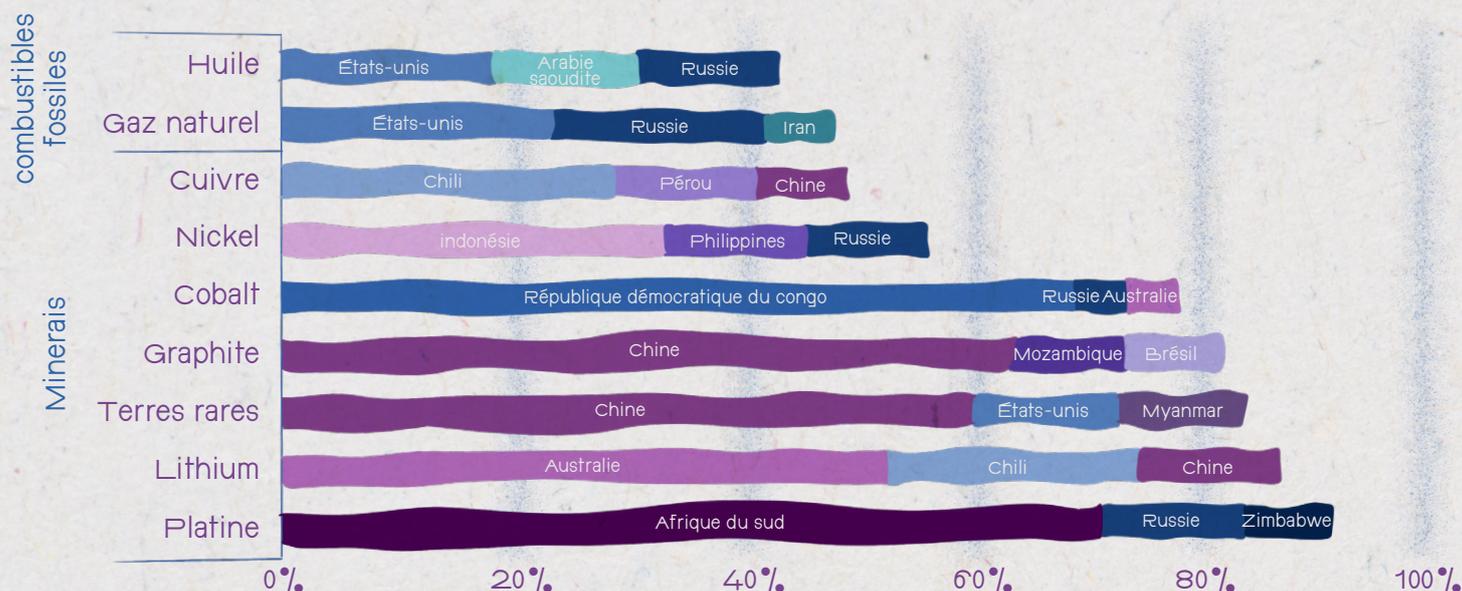
L'infographie ci-dessus indique une transformation majeure de la géographie énergétique : les regards jusqu'à peu essentiellement concentrés sur des régions telles que l'Amérique du Nord, le Moyen-Orient et la Russie, se tournent désormais vers des nouvelles régions telles que l'Océanie, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Les plus gros consommateurs (et donc les agents les plus dépendants de ces ressources) restent, par contre,

grosso modo les mêmes puisque la logique perdure selon laquelle plus une économie produit de richesses, plus elle a besoin de ressources énergétiques, qu'elles soient fossiles ou d'origine minérale. Nous observons par contre un déplacement du poids de certaines grandes puissances au sein des différentes phases d'exploitation des nouvelles ressources énergétiques. Par exemple, là où les États-Unis occupent une place

prépondérante pour le pétrole et le gaz (tant pour sa production et son raffinage que pour sa consommation), nous observons aujourd'hui la place grandissante qu'occupe la Chine, désormais à l'avant plan de l'exploitation des ressources « de transition » (aussi pour l'extraction initiale de certaines ressources comme les terres rares, le graphite ou le lithium) pour leur raffinage, leur transformation et leur consommation finale.

Où se trouvent ces ressources ?

La production actuelle de nombreux minerais liés à la transition énergétique est plus concentrée géographiquement que celle du pétrole ou du gaz



Sources : IEA (2020b); USGS (2021).

Toutes les ressources stratégiques sont décidément réparties de manière très inégale sur Terre. Cette logique qui prévaut pour les énergies fossiles l'est encore plus pour les ressources nécessaires à la « transition » : la très grande majorité de la production (l'extraction) des ressources de transition est extrêmement concentrée géographiquement.

76% du cobalt est produit en République Démocratique du Congo (RDC)

Pour s'en rendre compte, observons le graphique ci-dessus qui présente pour chaque ressource, les trois pays les plus importants où leur extraction s'organise.

Nous le voyons, si la production du pétrole et du gaz étaient déjà fortement concentrées parmi une poignée de pays producteurs (voir les « CAP magazines » sur les énergies), les ressources de transition le sont de manière encore plus importante. Certaines ressources sont tellement isolées géographiquement que c'est même parfois un seul pays qui est à l'origine de la grande majorité de la production, comme c'est le cas par exemple pour le Cobalt, dont 76% est produit en République Démocratique du Congo (RDC)¹.

Pour affiner encore notre regard sur l'aspect géographique de ces ressources, précisons que le taux de production d'une ressource dans un pays n'est pas nécessairement indicatif de l'étendue de ses réserves. Un pays peut avoir de vastes ressources et ne pas y toucher, et inversement. Par exemple, si le

«Un pays peut avoir de vastes ressources et ne pas y toucher, et inversement»

graphique ci-dessus nous montre que l'Australie est le premier producteur de lithium, l'essentiel des réserves de cette ressource se situe autour du désert d'Atacama, au croisement entre la Bolivie, le Chili et l'Argentine². Cela indique que la place occupée par les différents acteurs du système mondial d'approvisionnement en ressources énergétique n'est pas statique, et peut évoluer.

1. « Rapport 2023 sur le marché du cobalt », Cobalt Institute, Mai 2024

2. Raphaël Danino-Perraud, Solène Rey-Coquais et Audrey Sérandour, « Enjeux miniers de la transition énergétique: l'exemple de la production du cuivre et du lithium au Chili », Hérodote n188, 2023.

Les BRICS sont des réservoirs à matières premières critiques

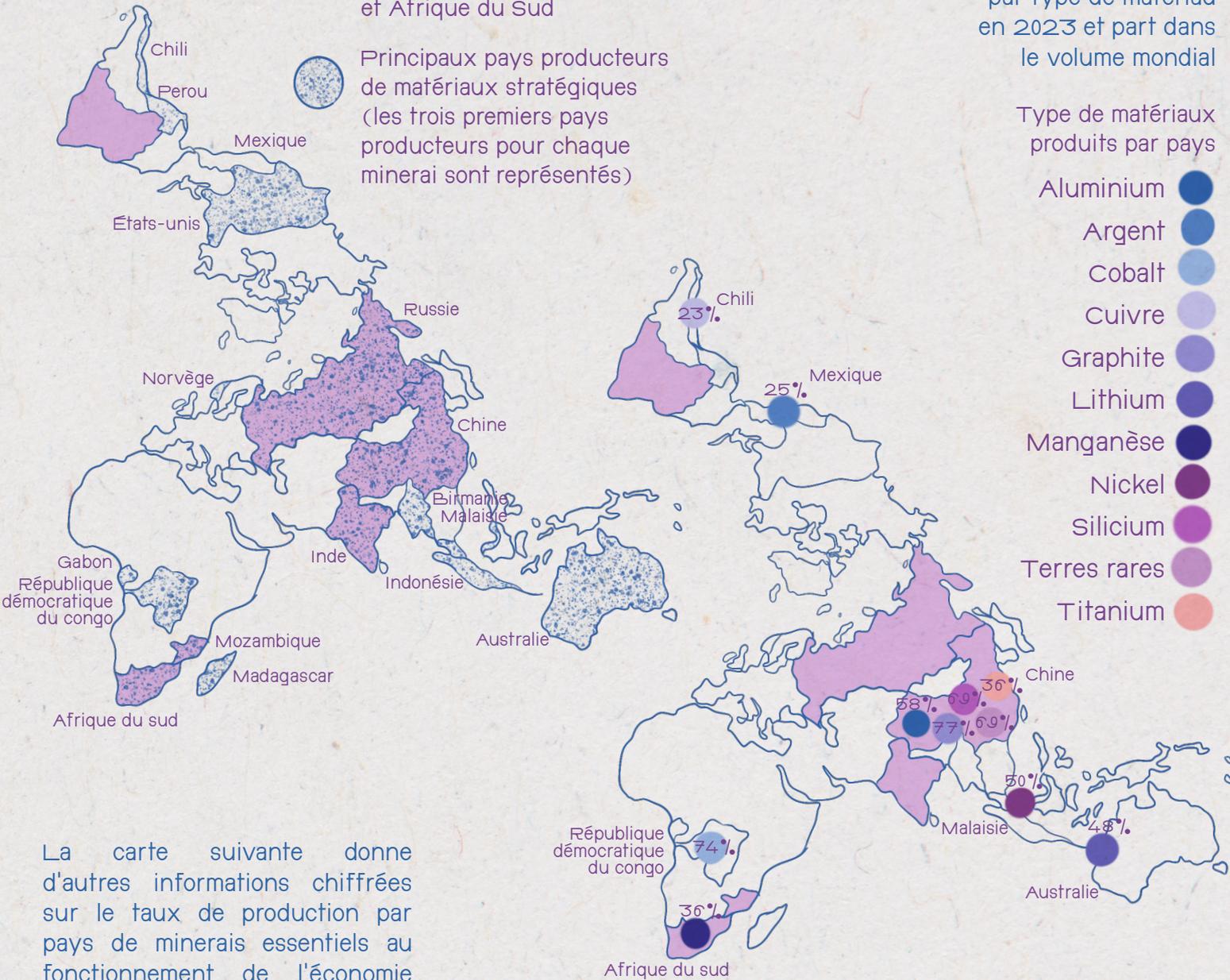
 Pays membres des BRICS, club de pays qualifiés d'émergents regroupant Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

 Principaux pays producteurs de matériaux stratégiques (les trois premiers pays producteurs pour chaque minéral sont représentés)

Premier producteur mondial par type de matériau en 2023 et part dans le volume mondial

Type de matériaux produits par pays

-  Aluminium
-  Argent
-  Cobalt
-  Cuivre
-  Graphite
-  Lithium
-  Manganèse
-  Nickel
-  Silicium
-  Terres rares
-  Titane



La carte suivante donne d'autres informations chiffrées sur le taux de production par pays de minerais essentiels au fonctionnement de l'économie virtuelle et à la transition énergétique. Il est ainsi frappant d'observer les proportions des différentes productions par pays, sachant que nous avons affaire à des ressources dites stratégiques (une notion qui sera présentée dans le 3e numéro de ces « CAP magazines »), dont nous avons un besoin presque vital. D'un quart de la totalité de la production mondiale du

cuivre au Chili, jusqu'au trois quarts de toute la production de cobalt concentrée en RDC et de graphite en Chine, en passant par l'Indonésie qui produit à elle seule la moitié du nickel au niveau mondial.

Infographie Le Monde

Sources : USGS 2024 ; S&P Global ; IEA ; OSFME ; « Les stocks stratégiques de métaux critiques », Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, 2023 ; Le Monde

Focus sur le lithium

Le lithium joue un rôle fondamental dans le développement des batteries de hautes performances appelées Lithium-ion (Li-ion), qui présentent la plus grande capacité d'accumulation d'énergie. L'usage du lithium pour les batteries représente désormais plus de 50% de la demande mondiale en lithium. Une proportion qui va continuer à croître.

Le lithium peut se retrouver dans de nombreux gisements à travers le monde. Or, tous ne conduisent pas à une exploitation industrielle, c'est-à-dire quand les prix de vente dépassent et

justifient les coûts d'extraction, de traitement et de valorisation. Surtout que l'utilisation du lithium pour les batteries requiert des qualités spécifiques de lithium. Tous les gisements, de par leurs caractéristiques géologiques, n'ont pas les mêmes aptitudes à produire la qualité nécessaire.

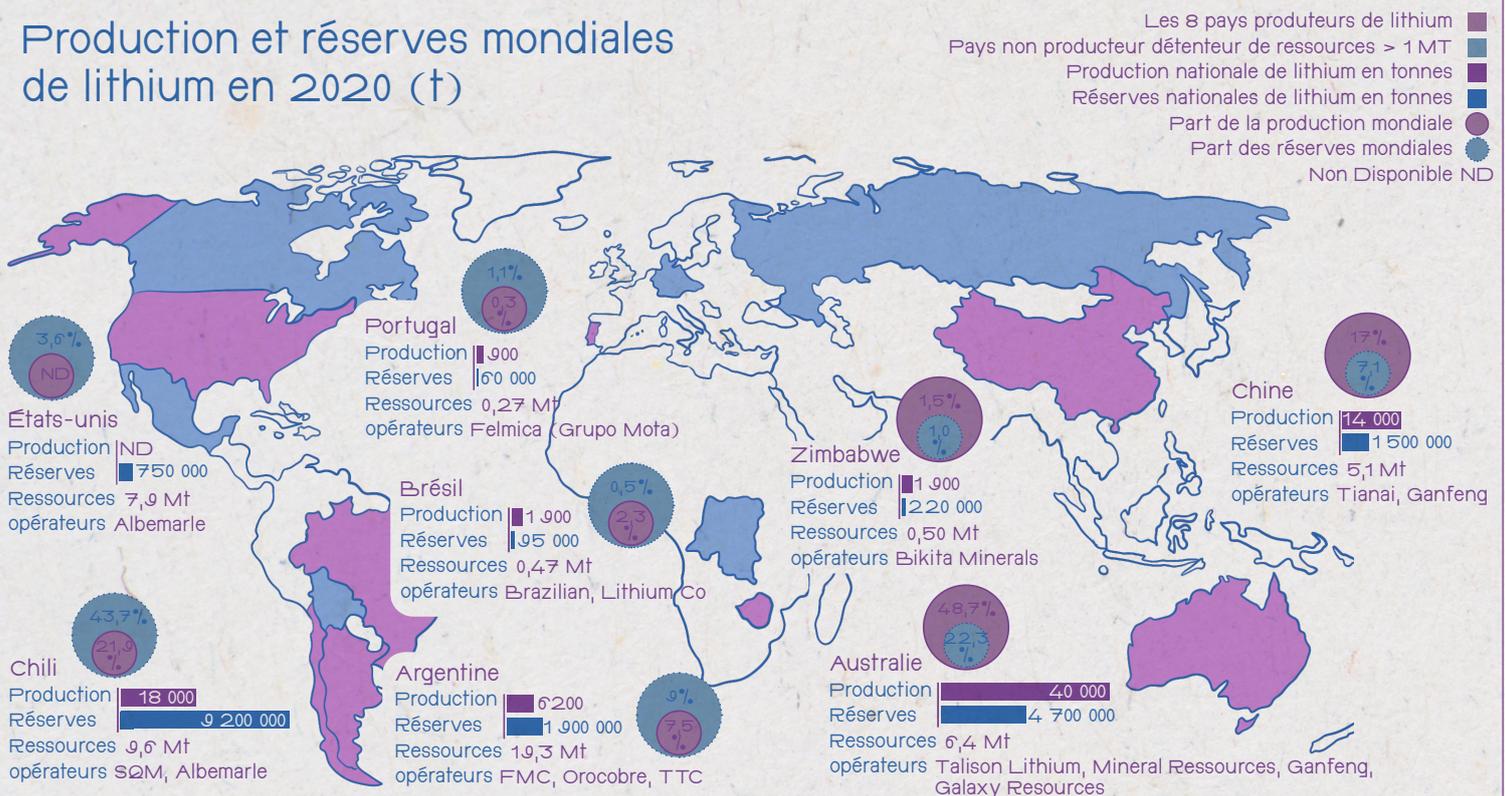
Seuls 8 pays (!) produisent du lithium actuellement : l'Australie (46% de la production mondiale totale), le Chili (24%), la Chine (16%), l'Argentine (7%), le Brésil (2%), le Zimbabwe (2%), le Portugal (1%) et les Etats-Unis (1%). Le reste du monde se partage le 1% de la production mondiale restante.

D'après une source gouvernementale française³, sept projets de gisements européens

ont franchi l'étape de faisabilité en 2020. Ceci étant, quatre d'entre eux concernent des gisements difficiles à traiter. Aucune production significative n'est attendue avant la fin de la décennie.

De son côté, quatre gisements qui ont dépassé le seuil de faisabilité en Afrique pourraient entraîner un rôle plus déterminant du continent à l'avenir. Notamment le projet Manono en République Démocratique de Congo, développé par la compagnie australienne AVZ Minerals Ltd. En Amérique du Nord, les projets d'extraction de lithium se multiplient. En 2019, les Etats-Unis ont ainsi augmenté leur budget d'exploration de 60%.

Production et réserves mondiales de lithium en 2020 (t)



Source: IFP énergies nouvelles, « Le lithium dans la transition énergétique : au-delà de la question des ressources ? <https://www.ifpenergiesnouvelles.fr/article/lithium-transition-energetique-au-dela-question-des-ressources> (consulté le 29/11/24)

Pour terminer, rappelons que la production au sein d'un pays n'est pas nécessairement le fait de ses propres entreprises, comme nous allons le voir plus loin. Ce sont

d'ailleurs souvent des entreprises multinationales étrangères qui s'approprient la production de ces ressources, indépendamment du pays où elles sont enfuies.

3. <https://www.mineralinfo.fr/fr/ecomine/marche-du-lithium-2020-enjeux-paradoxes>



Un système-monde inchangé par la transition énergétique

Si la transition énergétique ambitionne de changer radicalement le modèle de production énergétique, elle ne révolutionne pas la logique sur laquelle repose le modèle d'approvisionnement en énergie que nous connaissons jusqu'ici. Les ressources en question et les entreprises qui les exploitent sont différentes, certes. Mais leur inégale répartition sur terre et le féroce appétit (et donc la perpétuation de la dépendance) qu'elles engendrent sont de mêmes natures.

Les méthodes d'approvisionnement en ressources énergétiques minérales des pays qui en dépendent sont diverses et variées. Elles forment un tissu complexe d'interactions, un « système-monde ». Les modalités varient en fonction de la place qu'occupent les différents acteurs dans ce système, ainsi que de leur poids au sein de celui-ci.

Avant d'expliquer le fonctionnement de ces diverses méthodes, il convient dès lors de présenter les acteurs de ce système : qui sont-ils ? quelle est leur place au sein de ce système et quels rôles y jouent-ils ?

Les acteurs du « système-monde » de la consommation des ressources minérales



De l'autre côté se trouvent des Etats riches en ressources énergétiques qui sont en excédent, c'est-à-dire capables de les exporter et de fournir des pays qui en dépendent. En fonction de leur puissance, ces Etats vont avoir plus ou moins de possibilités de négocier des termes d'échange qui leur sont favorables. En d'autres mots : les pays riches en ressources qui disposent d'une certaine puissance auront plus de chance de négocier l'exploitation de leurs ressources par ceux qui en dépendent dans des termes « gagnants-gagnants », c'est-à-dire qui profitent à tous les Etats parties. Les Etats moins puissants en revanche auront plus de mal à ne pas céder aux pressions des grandes puissances et des grandes entreprises transnationales pour exploiter leur ressource à bas prix et dans des conditions qui ne leur sont pas bénéfiques.

Les Etats

Au premier plan, il y a les Etats qui cherchent à maximiser leur poids sur la scène internationale afin d'assurer soit leur existence soit leur sécurité d'approvisionnement (et donc, ce que les documents stratégiques de la Belgique ou de l'OTAN nomment « notre prospérité et notre mode de vie », comme on le verra dans le troisième numéro de ces CAP magazines).

D'un côté, nous trouvons des Etats qui dépendent de ressources minérales qu'ils doivent se procurer à l'extérieur de leurs frontières, et tâcher de le faire au plus bas prix possible pour assurer la stabilité et la croissance de leurs économies. Ce sont généralement les Etats les plus industrialisés et les plus puissants qui sont le plus

« En fonction de leur puissance, ces Etats vont avoir plus ou moins de possibilités de négocier des termes d'échange qui leur sont favorables »

dépendants aux ressources externes, car leurs économies sont fortement énergivores. Ce sont également ceux qui ont les plus grandes forces militaires et disposent des plus grands moyens de pression au sein du système.

4. L' « Association des nations de l'Asie du Sud-Est »

5. L' « Organisation du traité de l'Atlantique nord » est une organisation politico-militaire formée initialement comme un pacte de défense contre le bloc soviétique durant la guerre froide. Après l'effondrement du bloc soviétique elle a réinventé sa raison d'être. Elle

se dit à présent prête à défendre la « démocratie libérale » dans le monde et entend protéger la prospérité de ses membres par des mesures militaires. Voir la brochure de la CNAPD : « l'OTAN, (p) artisanne de paix ou de guerre ? »



Les alliances

Les Etats vont parfois former entre eux des alliances quand ils perçoivent un intérêt commun. Ces alliances sont exclusives ; c'est-à-dire que tout le monde ne peut pas en faire partie et qu'elles se définissent de manière antagoniste avec le reste du monde avec la conception d'un « nous » et des « autres ». Ces alliances se forment parfois sur base d'une proximité géographique, telles que l'UE ou l'ANASE⁴, ou encore l'OTAN⁵ qui a la particularité d'être une alliance militaire réunissant l'Europe et les Etats-Unis et pour qui la sécurité énergétique est une préoccupation primordiale.

Il existe également des alliances entre pays pas nécessairement proches géographiquement mais qui entretiennent des liens privilégiés les uns avec les autres. C'est le cas par exemples de l'OCDE⁶ qui rassemble les pays dits « développés » et « démocratiques » avec une économie de marché, ou les

BRICS⁷ qui regroupe les intérêts de pays moins développés mais en forte croissance.

« elles se définissent de manière antagoniste avec le reste du monde avec la conception d'un "nous" et des "autres" »

Parmi ce dernier type d'organisations internationales, l'une d'entre elles est particulièrement importante dans la transition énergétique : l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Elle rassemble les pays importateurs (et donc dépendants) de ressources énergétiques et fait de la sécurité énergétique sa raison d'être. La quasi-totalité des pays européens en sont membres. Originellement,

son rôle est d'influer sur les prix du pétrole, mais aujourd'hui cette organisation a également pour rôle de rassembler des données et informer sur toutes les questions qui entourent l'énergie. Elle est ainsi grandement responsable de la manière dont est imaginée la transition énergétique. Pour preuve, ses membres lui ont récemment confié un mandat pour explorer la question des métaux critiques. Pour inaugurer ce projet, les membres de l'AIE se réunissaient le 28 septembre 2023 à Paris pour le premier sommet consacré aux « métaux critiques et l'énergie propre », dans l'objectif de réfléchir à une « diplomatie des métaux »⁸.

Une autre alliance importante pour la question des ressources minérales est le Partenariat pour la sécurité des minerais (Mineral Security Partnership ou MSP). Créé en 2022, il rassemble 15 partenaires à travers le monde : Australie, Canada, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Inde, Italie, Japon, Norvège, République de Corée, Suède, Royaume-Uni, États-Unis et Union Européenne⁹. L'objectif affiché de cette alliance lors de sa création est de « garantir que les minerais critiques sont produits, traités et recyclés de sorte à aider les pays à tirer pleinement parti de leurs atouts géologiques dans une perspective de développement économique »¹⁰.

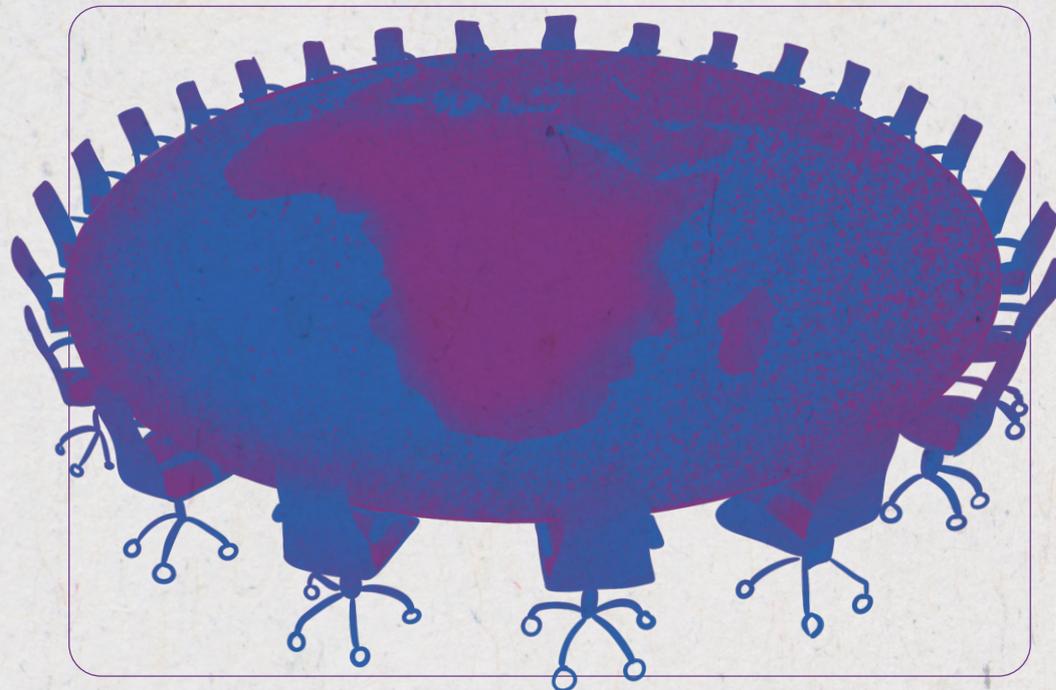
Ces alliances permettent de faire évoluer les rapports de force au sein du système-monde.

6. L' « Organisation de coopération et de développement économiques »

7. Cela veut dire Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les pays à l'origine de la création de cette alliance des pays émergents. D'autres pays les ont rejoints depuis mais l'organisation n'a pas chan-

gé de nom.

8. « Le nouvel or noir : Paris abrite le premier sommet international sur les métaux critiques, Le 360, 28 septembre 2023



Les organisations internationales

Il existe également dans ce système mondial des organisations internationales qui, contrairement à celles évoquées jusqu'ici, ne sont pas exclusives : c'est-à-dire que tous les Etats sont invités à y siéger (sans pour autant qu'ils y siègent sur un pied d'égalité). Deux organisations de ce type sont primordiales pour comprendre les méthodes modernes d'approvisionnement énergétique : la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI). Ces deux institutions sont des piliers de ce qu'on appelle le néolibéralisme mondialisé. Elles ont permis de prolonger la logique coloniale de prédation des Etats puissants sur les moins puissants riches en ressources, et ce après que ces derniers aient obtenu leur indépendance, comme nous le verrons plus loin. C'est notamment

«Elles ont permis de prolonger la logique coloniale de prédation des Etats puissants sur les moins puissants»

grâce à ces institutions que les grandes économies industrielles peuvent extraire et exploiter directement les ressources dont ils ont besoins sur des territoires qui ne sont pas les leur.



9. Communiqué : « L'UE et ses partenaires internationaux conviennent d'élargir leur coopération sur les matières premières essentielles », Commission européenne, 5 avril 2024

10. Communiqué : « Le partenariat pour la sécurité des minéraux », USA Government, 14 juin 2022

11. Une situation d'oligopole est constatable lorsqu'il y a dans un secteur, un nombre très faible de vendeurs et un nombre important d'acheteurs. Il s'agit d'une situation de marché imparfait puisque dans cette situation, les offreurs sont indépendants et peu nombreux : la demande est beaucoup plus forte que l'offre, ce qui assure à une en-

Les entreprises multinationales

Amener des ressources minérales jusqu'à nous a un coût conséquent. Chaque étape de l'exploitation minière (prospection, étude scientifique, extraction, transport, raffinage, etc.) coûte cher et demande une expertise technique avancée. Pour réduire les coûts, les entreprises liées à ces activités vont chercher à gérer progressivement tous les aspects de la chaîne de production. Ce faisant, elles vont petit à petit contrôler toutes les étapes de production, transport, raffinage et distribution de ces ressources. Le caractère extrêmement coûteux et technique de ces activités rend difficile l'apparition de nouvelles entreprises dans ces secteurs, ce qui explique leur caractère oligopolistique¹¹. Elles vont dès

lors profiter de leur position dominante et de leur expertise pour se rendre indispensable et absorber la concurrence. C'est pourquoi le marché de l'exploitation des ressources minérales est aujourd'hui géré par une poignée d'acteurs. C'est également le cas du marché des énergies fossiles. Pourtant, ce sont sur ces deux secteurs que reposent toute l'activité économique mondiale. Pour le lithium par exemple, seules 7 multinationales se partagent l'essentiel de la production mondiale. Parmi celles-ci, quatre se partagent à elles seules 80 à 90% de production totale : la société étasunienne Albemarle qui exploite les gisements d'Atacama (Amérique du sud) et d'Australie ; la société chinoise Tianqi Lithium qui exploite les gisements de Chine, du Chili et

d'Australie ; la société chinoise Ganfeng Lithium ; et enfin la société chilienne SQM, rachetée au quart par Tianqi Lithium¹². Cela indique que la concentration de ces ressources n'est pas uniquement géographique, elle est aussi capitalistique. Ces grandes multinationales ont une position particulièrement puissante au sein de ce système monde. En plus d'être indispensables, elles engendrent des profits gigantesques dus à la rentabilité des secteurs énergétiques et à leur position hégémonique au sein de ceux-ci. Cela leur donne une grande marge de manœuvre et de négociations au sein des politiques internationales.

Répartition des entreprises minières selon le type de minerai et le pays d'origine

	Australie	Suisse	Brésil	Mexique	États-unis	Chine	Royaume-uni	Arabie Saoudite	Canada	Russie	Chili	Inde
Diversifié												
Cuivre												
Minerai de fer												
Métaux précieux												
Engrais												
Royalty												
Charbon												
Lithium												

Ce tableau présente les 30 entreprises minières les plus importantes, classées selon leur type de minerai et leur pays d'origine. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive. Source : <https://www.mining.com/top-50-biggest-mining-companies/>

¹¹ Prendre la vente de ses produits, quels que soient le prix ou la qualité. Toute situation oligopolistique donne un pouvoir de négociation très grands aux offreurs. D'où la qualification de « situation de marché imparfait ».

¹² Raphaël Danino-Perraud, Solène Rey-Coquais et Audrey Sérandour, « Enjeux miniers de la transition énergétique: l'exemple de la production du cuivre et du lithium au Chili », Hérodote n188, 2023.

Le système en action

Nous l'avons mentionné, les mécaniques d'approvisionnement en ressources minérales vont différer en fonction du poids des acteurs concernés et de leur capacité à défendre leurs intérêts. C'est ainsi que nous avons mentionné une différence entre des pays riches en ressources disposant d'une certaine puissance qui leur permet de négocier des termes d'échanges favorables, et d'autres qui ont moins de capacités de résistance face aux pressions exercées par les pays dépendants de leurs ressources. Ceux-ci se retrouvent bien souvent piégés dans la toile de prédation du système néolibéral globalisé.

« En échange de ces prêts, les pays en difficultés doivent renoncer à une partie de leur souveraineté et appliquer des réformes qui consistent principalement à privatiser l'essentiel des services public »

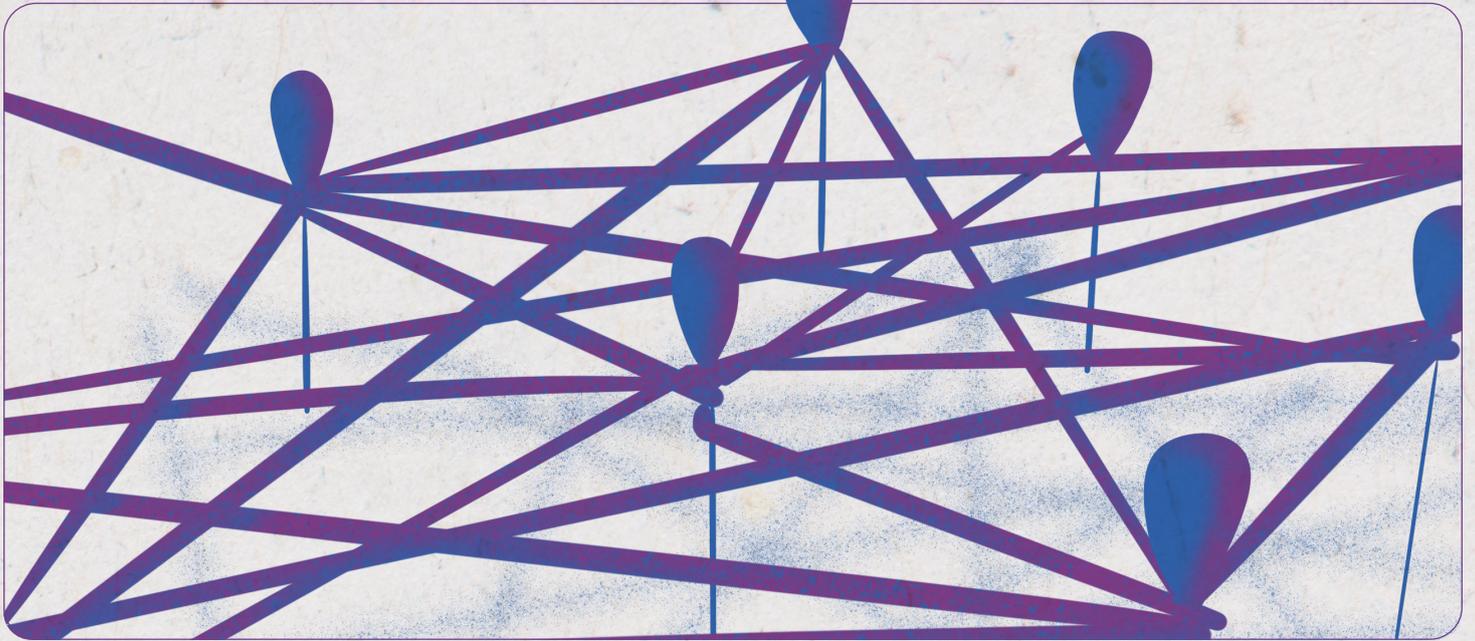


Durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, les processus de décolonisation font apparaître un nombre conséquent de nouveaux Etats. Souvent dans une situation économique précaire, certains de ces pays vont chercher à mettre en place des stratégies pour profiter des ressources dont ils disposent sur leur territoire. Ils vont ainsi notamment décider d'exploiter directement ces ressources en créant des entreprises contrôlées par leur administration (ils vont les « nationaliser »). Dans les cas où ils ne possèdent pas l'expertise pour le faire,

certains Etats vont même choisir d'interdire leur exploitation par des entités externes, en attendant de pouvoir le faire eux-mêmes. Des comportements similaires peuvent également s'observer au sein de pays plus anciens (notamment en Amérique du Sud).

C'est à la même période qu'émergent deux organisations internationales mentionnées plus haut: le FMI et la Banque Mondiale. C'est à l'aide de ces institutions que les grandes économies dépendantes de l'importation des ressources énergétiques

13. La construction de ces infrastructures est souvent réalisée par des entreprises issues des pays qui prêtent l'argent (principalement Etats-Uniennes), cela veut dire que le montant du prêt (qui devra donc être remboursé par l'Etat requérant) revient presque instantanément dans l'économie des pays prêteurs.



vont contrer la tendance à la nationalisation et pousser les pays nouvellement indépendants à ouvrir l'exploitation des gisements par les entreprises étrangères. Le mode opératoire est le suivant : ces institutions vont proposer aux Etats issus de la décolonisation, sans ressources financières suffisantes, de leur prêter de l'argent liquide (le FMI) ou d'émettre des prêts destinés à réaliser des plans de « développement » (Banque Mondiale), qui consistent par exemple à construire des infrastructures telles que des routes ou des centrales électriques¹³. En échange de ces prêts, les pays en difficultés doivent renoncer à une partie de leur souveraineté et appliquer des réformes qui consistent principalement à privatiser l'essentiel des services publics, à ouvrir leurs économies, privatiser des entreprises nationales et réduire drastiquement les dépenses publiques. Ce procédé a atteint son paroxysme dans les années 1980-90 via les « Plans d'ajustement structurel » (PAS), qui se sont multipliés en Afrique subsaharienne et en

Amérique du Sud, à la faveur des difficultés économiques récurrentes auxquelles ces pays ont dû faire face (et aussi à la faveur de la corruption d'élites politiques locales...).

Cette manière historique de s'approvisionner en ressources – dont les ressources fossiles – est toujours d'actualité aujourd'hui, y compris pour les ressources de transition. Nous pouvons observer néanmoins quelques évolutions à leur égard. La Chine, par exemple, a développé un modèle similaire à celui de la Banque Mondiale, mais avec un objectif d'exploitation plus directe. Ainsi, la Chine va proposer des plans de développement infrastructurel dans certains pays. En contrepartie, au lieu de demander un abandon de souveraineté sur des politiques économiques comme le fait la Banque Mondiale, la Chine négocie un abandon de souveraineté sur des zones stratégiques, dont elle prendra le contrôle. C'est comme cela qu'elle a pu obtenir la possession de nombreux ports et points d'échanges au-delà de ses frontières, et des droits

« la Chine négocie un abandon de souveraineté sur des zones stratégiques, dont elle prendra le contrôle »

d'exploitations minières pour ses entreprises. Cette méthode explique notamment la place prépondérante de la Chine sur le marché des ressources minérales. Si ces manœuvres se proposent en alternative du système néolibéral, le résultat reste le même pour les pays producteurs : leurs ressources sont exploitées par des multinationales étrangères et les recettes de la production leur échappent largement.

La stratégie des «électro-états»¹⁴



Certains Etats émergents, de puissance moyenne, développent des stratégies pour se positionner dans les dynamiques globales de la transition énergétique. De nombreux pays miniers, notamment en Amérique du Sud et en Asie, ne souhaitent plus se contenter de commercialiser leurs ressources sous forme de minerais bruts. Ces pays visent également à capter une partie plus significative de la valeur ajoutée issue des minerais. Ces pays vont chercher à davantage tirer profit de leurs ressources naturelles en développant progressivement des processus de captation, de transformation et/ou de production sur leur territoire.

Un exemple marquant est celui du Mexique, qui a annoncé en 2022 la nationalisation de son lithium. De son côté, le Brésil, sous l'impulsion du Président Lula, envisage d'augmenter les taxes sur ses produits miniers. En Indonésie, le gouvernement a exprimé sa volonté d'imposer un embargo sur l'exportation de matières premières minérales, tout en encourageant la construction d'entreprises de transformation sur son territoire. L'objectif est clair : transformer le pays

«Ces pays visent également à capter une partie plus significative de la valeur ajoutée issue des minerais.»

en un hub industriel pour la production de batteries et d'autres technologies connexes.

Ces différents exemples rappellent ceux des «pétro-États», qui ont su tirer parti de la valeur ajoutée générée par le raffinage et la transformation de leurs ressources énergétiques fossiles. De nombreux pays souhaitent également se positionner en aval de la chaîne de valeur des métaux critiques, pour ne pas (plus) se contenter d'être de simples fournisseurs de matières premières.

Bien souvent dans ces situations, les seuls parmi la population à jouir des richesses extraites dans les pays producteurs sont les élites locales, intégrées dans les activités des multinationales. En plus de subir ce régime de prédation et de privation, les

populations locales souffrent également de la réduction des services d'Etats (hôpitaux, écoles, etc.) et des pratiques peu scrupuleuses des multinationales. Ces conditions installent des situations de violences structurelles (inégalités

économiques et politiques), propices à l'émergence de conflits violents, comme nous le verrons dans le CAP magazine 4.

14. Voir <https://www.finethique.fr/post/m%C3%A9taux-critiques-et-strat%C3%A9gies-%C3%A9tat-des-lieux-sur-les-diff%C3%A9rents-risques-et-besoins-dans-le-cont>

Violences structurelles et violences physiques, quèsaco ?

Johan Galtung, le père-fondateur de l'irénologie (la science de la paix) souligne que pour comprendre pleinement la violence, il faut analyser ses aspects à la fois structurels et physiques. Il distingue donc deux types de violences : la violence structurelle et la violence physique. La violence structurelle se réfère aux inégalités systémiques (qu'elles soient économiques ou politiques) et aux conditions sociales qui limitent les opportunités et les droits des individus et des groupes. Elle s'incarne par une privation (par exemple un manque d'accès aux besoins fondamentaux tels que la nourriture, le logement, l'éducation et les soins de santé ou une privation des droits politiques) et une souffrance vécue par les personnes touchées.

Lorsque des groupes ethniques, socio-économiques et autres sont systématiquement exclus des opportunités économiques ou de la sphère politique, nous sommes dans une situation de violence structurelle. Lorsque des individus se sentent impuissants en raison de l'injustice structurelle, cela peut conduire à des actes de violence physique, tels que l'agression, le meurtre, la guerre, etc. Cette violence est dès lors le

résultat de tensions accumulées, de conflits et de frustrations liés à la violence structurelle. En résumé : la violence physique est fonction de la violence structurelle. Ainsi, des cas de violences structurelles peuvent présager l'apparition de violences physiques. C'est pourquoi il convient d'agir en priorité sur les rapports structurels de domination afin d'éviter qu'émergent et se propagent des conflits armés.



CAP Magazine 0

Notre système de développement économique est conflictuel. Il génère de la compétition et des conflits. Surtout, il est basé sur une contradiction fondamentale, indépassable: il postule la croissance infinie, l'infinitude des besoins. Mais dans un monde fini, dans lequel les ressources sont limitées et ne se renouvellent pas. La conflictualité de notre système de développement se cristallise donc autour des ressources dont toutes les sociétés ont besoin pour vivre et se développer: eau, ressources énergétiques et minérales.

Pour faire croire à la possibilité de dépasser la finitude des ressources et permettre la fuite en avant de notre système de développement, on avance constamment le fait que le progrès technologique nous permettra de nous débarrasser des contingences matérielles. Erreur de plus en plus manifestement funeste.

CAP Magazine

Minerais

N°1

L'économie numérique, la << transition énergétique >> et la course aux minerais

N°2

Des minerais concentrés géographiquement qui suscitent l'appétit

N°3

Assurer l'approvisionnement en minerais

N°4

Les conflits liés à l'exploitation des minerais

CAP Magazine

Énergies

N°1

Gaz, pétrole, uranium. Sur la piste de notre énergie

N°2

Les acteurs mondiaux des énergies fossiles. Qui, quoi, comment?

N°3

La sécurisation de notre consommation d'énergie. Comment rassurer notre dépendance?

N°4

Assoiffés d'énergies fossiles. A quel(s) prix? Des guerres pour les énergies.

CAP Magazine

Eau

N°1

L'eau, c'est la vie. Cycle de l'eau et consommation dans le monde

N°2

L'indispensable et inégal accès à l'eau. Entre bien commun et ressource marchande.

N°3

L'eau, source de conflit ou de coopération?

N°4

Des guerres pour l'eau.

Rédaction :
Samuel Legros
avec l'aide de Gaylord, Cécile & Marine

Conception graphique :
Tiphany Hotin



Rue de l'éclipse 6,
1000 Bruxelles
N° d'entreprise 0467256918
RPM Bruxelles
BE 49 0010 6244 8171

Éditrice responsable :
Giulia Contes
co-presidence@cnapd.be

02 640 52 62
info@cnapd.be
www.cnapd.be
facebook.com/CNAPD
instagram @cnapdasbl



avec le soutien
de la fédération
Wallonie-Bruxelles

